

Consignes MEM2 :

L'oral en lui-même dure 10 minutes : 5 minutes de synthèses et 5 minutes où il faudra répondre à une ou plusieurs questions ouvertes (le but sera de développer au maximum ses réponses et d'approfondir son argumentation).

Vous avez 10 minutes pour vous préparer, durant cette préparation vous devez :

- *Faire une synthèse globale du texte (Lui donner un titre, source, de quoi ça parle, ...)*
- *Extraire 3 mots (ou groupe de mots) clefs du texte (Mots qui pour vous sont les plus importants du texte)*
- *Justifier ces mots clefs (pourquoi avoir choisi ces mots, quels sont leur importance dans le texte ?)*
- *Répondez à la question : Pensez-vous que la flexisécurité soit un bon modèle social ?*

S'il vous reste du temps, identifiez les problématiques du texte, trouvez des solutions à ces problématiques, écrivez ce que vous pensez du texte, ...

Cela pourra toujours être utile pour répondre par la suite aux questions du jury et vous permettra d'approfondir votre analyse de texte !

SUJET-4-1

Le Monde • p. EC023 479 mots

Bé. M.

Plusieurs pays européens, tels que le Danemark, la Suède, la Finlande, les Pays-Bas ou, plus loin de nous, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, ont rebâti une économie compétitive et une croissance durable dans les décennies passées. Des exemples de « pays phénix » dont la France pourrait s'inspirer, comme l'expose Henri Lagarde, chef d'entreprise, ancien PDG de plusieurs grandes entreprises (Thomson Electroménager, Guyomarc'h et Royal Canin) dans son ouvrage *Sortir de l'ornière* (Presses des Mines, 146 pages, 25 euros). Parmi ces pays, selon M. Lagarde, « le Danemark fait clairement figure de champion et de précurseur . Au début des années 1980, ce petit pays est en effet dans une situation difficile : le chômage se situe autour de 10 % de la population active, les déficits publics sont importants, la balance des paiements est déficitaire... A son arrivée au pouvoir, en 1982, le premier ministre conservateur Poul Schlüter met en oeuvre d'importantes réformes fiscales visant à restaurer la compétitivité des entreprises. L'une des plus spectaculaires est le basculement de la fiscalité des entreprises vers la consommation. La première étape est la hausse de la TVA, qui passe de 8 % à 25 %, y compris pour les produits alimentaires. Seuls certains secteurs conservent le taux initial de 8 % : santé, éducation, services financiers, transports publics, presse quotidienne et événements sportifs. Des produits de luxe ou considérés « non écologiques » - voitures, alcools, tabac, engrais chimiques subissent, eux, de lourdes taxes supplémentaires, pouvant atteindre 100 % des coûts de production.

Résultats spectaculaires

Parallèlement, la part patronale des cotisations sociales est réduite à zéro. Le financement des charges sociales revient désormais à l'Etat, les salariés supportant le financement de leur retraite

complémentaire. Toujours dans l'optique d'alléger les coûts de production, les « taxes régionales » et l'impôt sur les bénéfices sont réduits. « Les résultats de cette politique sont spectaculaires », selon Henri Lagarde. Dès 1988, la balance commerciale et la balance des paiements redeviennent positives. Pour autant, la forte hausse des taxes à la consommation ne fait pas flamber les prix, au contraire : de plus de 10 % au début des années 1990, l'inflation est ramenée à 2 % en 1992. Le pays peut renouer avec la croissance et devient l'un des plus riches d'Europe. En termes de PIB par habitant, le Danemark arrive, en 2020, au 5^e rang européen après le Luxembourg, la Norvège, l'Irlande et la Suisse, selon les données Eurostat. « L'explication tient en un mot : flexisécurité, résume Henri Lagarde. L'objectif est de permettre aux entreprises d'embaucher et de licencier facilement tout en garantissant aux individus des revenus et des moyens de reconversion suffisants en cas de perte d'emploi. » Lors d'un déplacement à Copenhague, en 2018, Emmanuel Macron a vanté les vertus du modèle. Mais la recette de la compétitivité à la danoise repose sur un ingrédient qui manque cruellement dans l'Hexagone : le dialogue social entre Etat, patronat et syndicats, et la forte adhésion de la population.